Encadrer le pouvoir par la technologie : La pratique numérique de l'autorénovation du Parti communiste chinois

MALI
2042
Malikilé
L'information est l'oxygène des temps modernes JEUDI 29 OCTOBRE 2026
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Zone aéroportuaire : Des peines qui interrogent



Gouvernance au Mali : Yeah Samaké appelle à la responsabilité



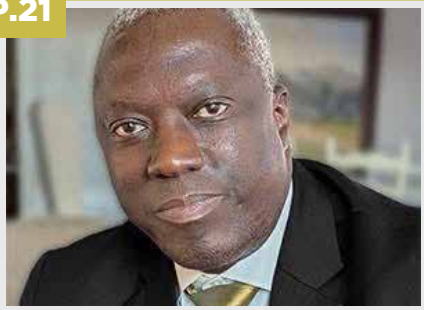
Mopti : Améliorer le fonctionnement de l'AMO

Sommaire

P.04



P.21



P.19



UNE / Zone aéroportuaire : Des peines qui interrogent — P 04

BRÈVES /
Trésor : L'hommage au doyen Bougouri Diarra — P 11
Sénégal : Al Aminou Lo tend la main aux députés — P 11
Désinformation : Nairobi mobilise les acteurs africains — P 12
Sikasso : Le dialogue au service de la sécurité — P 13

ACTUALITÉ /
ASSEP-CCIM : Mieux informer sur l'économie — P 15
Mali-UNFPA : Des acquis à consolider — P 17

POLITIQUE /
Mopti : Améliorer le fonctionnement de l'AMO — P 19
Gouvernance au Mali : Yeah Samaké appelle à la responsabilité — P 21

CULTURE & SOCIETÉ /
Culture : Les Danbe Kolosibaw annoncent une veille — P 24

INTERNATIONAL /
Encadrer le pouvoir par la technologie : La pratique numérique de l'autorénovation du Parti communiste chinois — P 26
Russie-Afrique : Morissanda Kouyaté accueilli à Moscou — P 29

SPORT /
Mondial U15 : Les Aiglonnets en plein élan — P 31

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Zone aéroportuaire : Des peines qui interrogent



La Chambre criminelle du Pôle national économique et financier a rendu, lundi 26 octobre 2026, son verdict dans l'affaire de la zone aéroportuaire de Bamako-Sénou. De lourdes peines ont été prononcées contre d'anciens responsables municipaux et administratifs. Mais les explications fournies à l'audience et les contestations de la défense soulèvent une question : les condamnations sont-elles proportionnées aux responsabilités établies ?

L'ancien maire du District de Bamako, Adama Sangaré, ainsi que les anciens sous-préfets de Kalaban-Coro, Ibrahima Koïta et Daha Keïta, ont été condamnés chacun à dix ans de réclusion criminelle. Souleymane Dagnon, ancien maire de la Commune VI, a écopé de vingt ans de prison ferme. Absent à son procès, il se trouverait en France pour des soins, selon les informations communiquées à l'audience.

Quatre autres accusés ont été condamnés à dix ans d'emprisonnement, dont cinq ans avec sursis : Dramane Traoré, ancien chef du Service du génie rural du cercle de Kati, le géomètre Bourama Comagara, Fatoumata Samassékou, détentrice de droits coutumiers, et sa fille Adam Aïché Traoré. Sékou Keïta, comptable à la SOMASEP, a quant à lui été acquitté.

Sur le plan civil, les condamnés ont été astreints au paiement de 50 millions de FCFA de dommages et intérêts au profit de l'État.

Le dossier porte sur des opérations de lotissement et de morcellement que l'accusation considère comme irrégulières sur des terrains relevant du domaine public de l'État. Au cours du procès, le ministère public avait requis quinze ans de réclusion contre Adama Sangaré, Ibrahima Koïta et Daha Keïta, et vingt ans contre Souleymane Dagnon.



Les prévenus et leurs avocats ont, pour leur part, contesté les charges à des degrés divers. La défense d'Adama Sangaré a notamment évoqué des instructions verbales attribuées à l'ancien président Ibrahim Boubacar Keïta, dans le cadre de la recherche d'un espace destiné à accueillir la famille Intalla et des éléments de la CMA et du GATIA. Elle a également contesté l'appartenance des emprises concernées à la zone aéroportuaire.

D'autres conseils ont mis en avant le caractère administratif de certains actes et dénoncé une insuffisance de preuves permettant, selon eux, d'établir la culpabilité de leurs clients. Ces arguments n'ont manifestement pas convaincu la juridiction.

La protection du domaine public et la lutte contre les irrégularités foncières répondent à une exigence légitime. Mais les lourdes peines prononcées appellent aussi à examiner avec attention la responsabilité personnelle de chaque condamné, les éléments de preuve retenus et les circonstances dans lesquelles les décisions contestées ont été prises.

Le droit a-t-il été pleinement dit ? Les sanctions sont-elles proportionnées aux faits imputés à chacun ? Les débats ont fait apparaître des versions divergentes et des responsabilités contestées. La lecture des motifs du jugement sera essentielle pour comprendre le raisonnement de la Chambre criminelle et apprécier la portée de sa décision.

Les avocats ont annoncé leur intention d'interjeter appel devant la Cour d'appel de Bamako. Cette procédure pourrait permettre un nouvel examen du dossier et des arguments de la défense, dans le respect des droits de toutes les parties.

Moussa Diarra

- Issiaka Tamboura

Selon mes informations, la large diffusion de la vidéo publiée hier a permis l'identification et l'interpellation, il y a quelques instants, du jeune homme soupçonné d'avoir tué un autre homme présumé homosexuel avec qui il entretenait des relations contre nature.

Dénoncé par un citoyen, le suspect, un ancien militaire radié des effectifs de l'armée, a été appréhendé et devrait être rapidement remis à la justice. « La société malienne est très malade », persifle une source judiciaire au fait du dossier.



- Mali NIETA WULI WATI Sera

Mansa Moussa ·

Kylian Mbappé n'a pas seulement perdre le ballon d'or, il perd trois sponsors chinois après la diffusion d'une vidéo dans laquelle il semble qualifier Mao Zedong de «dictateur». Les géants Dongpeng et Mengniu, ainsi que Milkground, ont rompu leurs contrats avec la star du Real Madrid, invoquant une atteinte aux sentiments nationaux. La polémique, devenue virale sur les réseaux sociaux chinois, a également entraîné le blocage de son compte sur Xiaohongshu. L'authenticité de la vidéo n'a toutefois pas été confirmée dans un premier temps par l'AFP.

Le Liga et le real Madrid ont tous retirés leurs soutiens au joueur français dans cette affaire.

Le syndrome français, a quand le respect des sentiments d'autrui...



- IA Mali

Une délégation d'IA Mali a été reçue en audience par Professeur Bouréma Kansaye, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique , à la Cité administrative de Bamako ce lundi 26 octobre 2026



- Miniankakai Sogoba

Affaire de la zone aéroportuaire :

Adama Sangaré a été condamné à dix ans de réclusion criminelle, tandis que Souleymane Dagnon a écopé de vingt ans.



- Alou Badra Haîdara

Prix PADEV 2026 à Kigali : Félicitations au Directeur Pays de Toubani Ressources au Mali, Mohamed Diarra désigné Meilleur Manager Africa dans la catégorie Exploration. Sa société aurifère intervient dans l'exploration et l'exploitation minière au Mali.



- Assemblée nationale du Sénégal

LFR 2026 : le texte renvoyé en commission à la demande du ministre des Finances

L'Assemblée nationale a tenu, ce mardi, une séance plénière consacrée à l'examen du projet de loi de finances rectificative (LFR) pour l'année 2026.

À la suite de la lecture du rapport, le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, a sollicité le renvoi du projet de loi en commission, une demande à laquelle l'Assemblée nationale a accédé. Cette décision entraîne l'ajournement du vote initialement prévu ce mardi et ouvre la voie à la poursuite de l'examen du texte en commission.

Ce renvoi intervient dans un contexte de débats autour des orientations budgétaires du Gouvernement, des choix opérés dans la répartition des ressources publiques et des mesures prévues dans le cadre de cette loi de finances rectificative.

LFR 2026 : sàrt bi delloo nañu ko bànqaasu ndawi askan wi koy càmbar ci càkkuteefu jëwriñu Koppar yi

PÉNC MI daje na tay ci talaata jii, ci jataayu càmbar sémbub sàrtu joyyanti koppar yi (LFR) ngir atum 2026 mii.

Ginnaaw bi ñu dawalee sàrt bi ñépp di dégg, jëwriñu Koppar yi ak Njël li, di Sëriñ Seex Diba, sàkku na ñu delloo sàrt bi bànqaasu ndawi askan wi koy càmbar, ginnaaw bi Pénc mi nangul leen ko. Dogal boobu moo waral ñu neenal WOTE bi ñu naroon a def tay ci talaata jii ak xàll yoonu wéyal càmbaraat sàrt bi ca bànqaasu ndawi askan wi.

Delloo gi mu ngi ñëwe ci tolluwaayu ay waxtaan ci tegtali koppari Góornomaŋ bi, tànneef yi ñu amal ci mbelli réew mi ak dogal yi ñu jël ci sàrtub joyyanti koppar yi.

#senegal #ansen #LFR



- Alou Badra Haîdara

Actions Sociales : L'entreprise citoyenne Moov Africa Malitel joue sa partition dans le cadre du mois de la Solidarité à travers un important don à plusieurs associations et structures.

Montant estimé à 100 millions de Fcfa



- MF Média 1

MFINFOS Félicitations à vous

Un parking automobile offre deux superbes RAV4 à Salif et Sira de NG TV pour l'impact incroyable de leur communication sur son parking !

Une belle récompense pour leur travail et leur visibilité. Félicitations à eux pour cette belle consécration !

NG TV



- MF Média 1

MFINFOS

Après Kidal : La chasse aux terroristes est ouverte

Le 6 octobre 2026 à 13 heures, les unités des Forces Armées Maliennes (FAMa) ont consolidé leur dispositif à Kidal, capitale de la 8e région administrative.

L'annonce n'est pas anodine. Elle est faite par le Porte-parole du Gouvernement, le Général Issa Ousmane Coulibaly, au nom de l'État-Major Général des Armées. Kidal n'est pas une ville comme les autres. C'est le symbole de la souveraineté retrouvée.

Le contexte : en avril 2025, après des attaques complexes et coordonnées des groupes terroristes et leurs alliés, les FAMa avaient dû réarticuler leur dispositif autour d'Anéfis et d'Aguelhoc. La hiérarchie militaire avait alors assumé un repli tactique pour mieux revenir.

Lire l'article complet sur Bamada.net dans le commentaire



- Gorée Institute 1

Gorée Institute est avec Ambassade d'Allemagne au Sénégal et

PANEL 1 | Tendances régionales de la gouvernance de la sécurité en Afrique de l'Ouest, dix ans après le Cadre politique de la CEDEAO

« Quand on parle de sécurité humaine, les acteurs vont bien au-delà des militaires. Il y a la population, qui bénéficie de cette politique publique, et la société civile, qui doit la contrôler, la critiquer et proposer. »



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Trésor : L'hommage au doyen Bougouri Diarra



À l'occasion du Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, Siaka Samaké, Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, a rendu visite à Bougouri Diarra, le jeudi 15 octobre 2026, à Lafiabougou. Une marque de reconnaissance envers un ancien serviteur de l'État.

Entouré de ses enfants et petits-enfants, le doyen Bougouri Diarra a accueilli la délégation dans une atmosphère chaleureuse. Retraité depuis janvier 1980, cet ancien du Trésor conserve sa lucidité malgré le poids des années. Le porte-parole de sa famille a salué une visite qualifiée d'historique, remerciant la direction pour cette attention portée à son parcours.

Pour Siaka Samaké, cette démarche constitue une occasion de témoigner personnellement sa considération à un homme ayant contribué à la construction de l'administration financière malienne. Il a également rendu hommage à son engagement parmi les membres fondateurs de l'Association des anciens des services du Trésor.

Le Directeur général a souligné la nécessité de maintenir des liens vivants entre les générations. L'appartenance à une même institution implique, selon lui, des devoirs de reconnaissance, de fraternité et de solidarité. Une enveloppe symbolique a été remise au doyen, accompagnée de souhaits de longévité.

Le parcours de Bougouri Diarra traverse plusieurs décennies de l'histoire administrative et syndicale du Mali. Commis d'administration à Kayes dans les années 1940, il rejoint ensuite les finances à Koulouba, puis le Trésor à Ségou en 1959. Élu secrétaire général de l'UNTM en 1970, il connaît l'arrestation dans le cadre de son engagement syndical.

Il poursuit sa carrière au Trésor à Gao, puis à Bamako, avant d'exercer comme chef du service Visa à la Direction nationale.

Plusieurs responsables du Trésor, ainsi que des représentants des organisations syndicales, des retraités et des femmes de l'institution, accompagnaient Siaka Samaké pour cette rencontre placée sous le signe de la reconnaissance.

Mohamed N'Diaye

Sénégal : Al Aminou Lo tend la main aux députés



Face à la pression des députés de Pastef, le Premier ministre Al Aminou Lo a plaidé, dimanche 25 octobre 2026, pour un dialogue entre le gouvernement et l'Assemblée nationale. Lors de sa conférence de presse, il s'est dit disponible pour des échanges avant la séance plénière de mardi.

Dans un contexte de tensions autour des questions budgétaires, le chef du gouvernement a défendu la nécessité d'une concertation institutionnelle. Il a proposé de rencontrer le président de l'Assemblée nationale, accompagné du ministre des Finances et de l'ensemble des membres du gouvernement, afin d'aborder les préoccupations des parlementaires.

« Je tends la main pour le dialogue », a déclaré Al Aminou Lo, souhaitant consacrer la journée de lundi aux discussions pour faciliter le déroulement des travaux parlementaires du lendemain.

Revenant sur ses démarches antérieures, le Premier ministre a affirmé avoir sollicité des échanges techniques en amont des prochaines lois de finances. Selon son récit, le président de l'Assemblée nationale lui aurait répondu : « Je vais voir ».

Il a également indiqué avoir chargé, le 15 octobre à 13 h 56, un vice-président de l'institution de rappeler au président leurs échanges concernant la loi de finances rectificative. Une initiative qui, à l'en croire, n'aurait suscité aucune réaction, hormis un appel à un débat public.

Alors que Pastef annonçait un point de presse, Al Aminou Lo a demandé que celui-ci soit transformé en conférence de presse, au nom de la transparence des positions exprimées.

Le Premier ministre a enfin salué la vitalité démocratique du Sénégal et l'indépendance de sa justice, tout en appelant à préserver ces acquis. Au-delà des divergences politiques, il a présenté l'allègement du fardeau des Sénégalais comme la priorité commune. Reste désormais à savoir quelle réponse les responsables parlementaires apporteront à cette offre de concertation, avant une échéance annoncée comme décisive pour les rapports institutionnels.

Arouna Sidibé

Désinformation : Nairobi mobilise les acteurs africains



La capitale kényane a accueilli, les 21 et 22 octobre 2026, la cinquième édition de l'Africa Facts Summit, organisée par Africa Check. Plus d'une centaine de participants venus de plus de trente pays africains ont échangé sur les défis de l'intégrité de l'information à l'ère de l'intelligence artificielle.

Journalistes, vérificateurs de faits, chercheurs, acteurs du numérique et décideurs politiques se sont retrouvés autour du thème : « L'intégrité de l'information dans un paysage en constante évolution : IA, pouvoir d'agir et influence en Afrique ». Cette diversité de profils souligne la dimension collective d'un combat qui dépasse désormais les seules rédactions.

Au cœur des discussions figurait le rôle de l'intelligence artificielle dans la prolifération des fausses informations. La production de contenus trompeurs pose des difficultés croissantes aux professionnels chargés de vérifier les faits et d'éclairer le public. Elle invite également à renforcer la vigilance face aux messages dont l'apparence crédible peut masquer une intention de manipulation.

Les participants ont aussi examiné les réseaux de désinformation coordonnés, les arnaques financières en ligne et les opérations d'influence étrangère. Ces phénomènes soulèvent des enjeux qui concernent aussi bien la confiance dans l'information que la protection des citoyens et la qualité du débat public.

Pour les médias africains, ces échanges rappellent l'importance de la vérification des sources, du recoupement des données et de la contextualisation. La rapidité de circulation des contenus impose une exigence accrue de rigueur, particulièrement lorsque des publications suscitent de fortes réactions ou promettent des gains financiers.

Cette cinquième édition a ainsi offert un cadre de réflexion sur les mutations de l'environnement informationnel africain. Face à des pratiques de manipulation évolutives, le partage d'expériences entre pays et entre métiers apparaît essentiel. L'enjeu demeure de permettre aux citoyens d'accéder à une information fiable et de prendre leurs décisions en connaissance de cause.

Arouna Sidibé

Sikasso : Le dialogue au service de la sécurité



Une délégation conduite par le chef de mission d'EUCAP Sahel Mali a rendu une visite de courtoisie au gouverneur de la région de Sikasso. Organisée en marge d'une session de sensibilisation communautaire, cette rencontre souligne la place des autorités territoriales dans la gouvernance locale du secteur de la sécurité.

La délégation réunissait des représentants des ambassades des Pays-Bas et d'Allemagne au Mali, du Commissariat à la réforme du secteur de la sécurité (CRSS) et de WANEP-Mali. Cette composition illustre la diversité des acteurs associés aux efforts de dialogue autour des enjeux sécuritaires et de la participation citoyenne.

Au-delà de sa dimension protocolaire, la démarche s'inscrit dans une volonté de rapprocher les interventions institutionnelles et partenariales des réalités locales. Le dialogue avec les autorités territoriales constitue, à cet égard, un point d'appui pour favoriser une meilleure compréhension des préoccupations des communautés.

La session de sensibilisation communautaire, en marge de laquelle cette visite s'est déroulée, porte sur la gouvernance locale du secteur de la sécurité. Cette thématique invite à réfléchir aux conditions d'une participation plus large des populations aux questions qui concernent leur protection et leur cadre de vie.

Une gouvernance inclusive suppose notamment que les préoccupations locales puissent être exprimées et entendues. Elle appelle également une articulation entre les responsabilités des institutions publiques et les contributions des partenaires, dans le respect du rôle de chacun.

À Sikasso, la présence conjointe d'acteurs diplomatiques, institutionnels et de la société civile donne ainsi une traduction concrète à cette recherche de complémentarité. Elle rappelle que la qualité du dialogue constitue un élément essentiel pour rapprocher les politiques de sécurité des citoyens.

Cette visite met finalement en lumière un enjeu central : construire une gouvernance sécuritaire participative, attentive aux besoins des communautés et soutenue par des échanges réguliers entre autorités, partenaires et acteurs locaux engagés dans cette démarche.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

ASSEP–CCIM : Mieux informer sur l'économie



Réunis à Koulikoro le 24 octobre 2026, les éditeurs de presse privée ont engagé des échanges sur les missions de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali et l'approvisionnement en denrées essentielles. À l'ouverture de cet atelier, le président de l'ASSEP, Boubacar Yalkoué, a défendu une information économique rigoureuse, accessible et indépendante.

Comprendre les circuits commerciaux pour mieux éclairer les citoyens : telle est l'ambition de l'atelier d'information et de renforcement des capacités organisé par l'Association des éditeurs de presse privée (ASSEP), en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM). Cette rencontre entend rapprocher les professionnels des médias des acteurs économiques, autour de préoccupations qui touchent directement les ménages.

Dans son discours d'ouverture, Boubacar Yalkoué a souligné les limites d'un traitement journalistique réduit au constat des pénuries ou des hausses de prix. Pour le président de l'ASSEP, la presse doit également expliquer les mécanismes à l'origine de ces situations, identifier les responsabilités et confronter les points de vue. Une démarche indispensable pour permettre au public de comprendre les facteurs qui influencent son quotidien.

Les travaux portent sur deux axes : le rôle et les missions de la CCIM, ainsi que l'approvisionnement du Mali en denrées de première nécessité. Les participants doivent notamment approfondir leur connaissance des circuits d'importation, du transport, du transit et des responsabilités respectives des intervenants. Autant d'éléments nécessaires pour analyser la disponibilité des produits et les variations de prix avec davantage de précision.

La présence de la Direction générale du Commerce et de la Concurrence et de la Direction générale des Transports doit favoriser cette compréhension. En associant les institutions et les acteurs des chaînes d'approvisionnement aux échanges, les organisateurs souhaitent apporter des réponses aux interrogations des journalistes et faciliter leur accès à l'information économique.

Boubacar Yalkoué a insisté sur les exigences professionnelles qui doivent accompagner ce rapprochement. Il a appelé les médias à vérifier les données, à distinguer les faits établis des perceptions et à éviter aussi bien l'amplification des inquiétudes que leur minimisation. Face à la circulation rapide d'informations parfois inexactes sur les réseaux sociaux, la presse professionnelle doit, selon lui, préserver sa crédibilité.

Le président de l'ASSEP a également salué l'accompagnement de la CCIM, qui assure le financement intégral de l'atelier. Il a remercié son secrétaire général et ses collaborateurs pour leur disponibilité lors des discussions préparatoires, présentant désormais l'institution consulaire comme un partenaire stratégique de l'association.

Au-delà de cette rencontre, l'ASSEP souhaite inscrire cette coopération dans la durée. D'autres formations et échanges thématiques sont ainsi espérés pour renforcer les compétences des éditeurs et améliorer la qualité des contenus proposés aux lecteurs.

L'enjeu dépasse le seul perfectionnement professionnel. Une information économique fiable peut contribuer à prévenir les rumeurs, à éclairer le débat public et à renforcer la compréhension entre institutions et citoyens. À Koulikoro, Boubacar Yalkoué a ainsi placé la responsabilité journalistique au cœur du partenariat : mieux connaître les réalités économiques pour les restituer avec justesse, au service des populations maliennes et de leur accès à une information utile.

Moussa Diarra



Mali–UNFPA : Des acquis à consolider



À trois mois de l'achèvement du huitième programme de coopération entre le Mali et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), les parties prenantes ont examiné les résultats obtenus et les difficultés persistantes. Cette revue prépare le neuvième programme, dont le démarrage est prévu en janvier 2027.

Réunis sous la conduite de la Direction de la coopération multilatérale, les représentants des ministères, des directions techniques, de l'UNFPA et des organisations non gouvernementales ont partagé leurs appréciations sur les interventions réalisées. L'exercice vise à tirer les enseignements du programme finissant afin de mieux orienter les prochaines actions, dans un contexte marqué par des besoins sociaux croissants et des contraintes d'accès aux populations.

Dans son intervention, la représentante adjointe de l'UNFPA, Marie-Consolée Mukangendo, a mis en avant les progrès enregistrés en santé maternelle. Depuis 2020, plus de 300 sages-femmes ont été déployées dans les centres de santé communautaires grâce à une initiative mise en œuvre avec l'appui de plusieurs partenaires techniques et financiers.

Ce renforcement des effectifs a accompagné une fréquentation accrue des maternités. Selon les chiffres présentés, plus de 300 000 femmes y ont été accueillies, contre un peu plus de 116 000 avant l'initiative. Le nombre d'accouchements assistés par un personnel qualifié est, pour sa part, passé de 15 000 à plus de 41 000. Ces données témoignent d'un recours plus important aux services de santé dans les structures concernées.

La planification familiale moderne figure également parmi les domaines de progression. Plus de 87 000 femmes ont bénéficié de ces services, avec une hausse annoncée de 67 %. Ces résultats soulignent l'importance de poursuivre les efforts pour rendre les prestations accessibles et répondre aux besoins des femmes, particulièrement dans les localités les moins desservies.

Au chapitre de la population et du développement, le programme a soutenu la production de données démographiques désagrégées, notamment à travers le cinquième Recensement général de la population et de l'habitat. La mise à disposition des projections démographiques couvrant la période 2023-2050 constitue un autre acquis pour éclairer la planification nationale et anticiper les besoins en services publics.

Concernant le genre et les droits humains, les interventions ont contribué au renforcement de la prise en charge intégrée des victimes de violences basées sur le genre. Elles ont aussi accompagné des actions favorisant l'autonomisation des femmes et des filles au niveau communautaire.

Toutefois, ces avancées demeurent confrontées à plusieurs obstacles. L'insécurité et les difficultés d'accès à certaines zones, particulièrement en contexte humanitaire, limitent la couverture des interventions. À ces contraintes s'ajoutent des ressources insuffisantes au regard de l'augmentation des besoins.

La préparation du neuvième programme devra donc accorder une attention particulière à la planification, à la coordination et au ciblage des bénéficiaires. L'enjeu sera de préserver les acquis tout en atteignant davantage les groupes vulnérables. Pour les partenaires, cette transition représente une occasion de transformer les enseignements du programme en réponses mieux adaptées aux réalités du terrain, afin que les progrès enregistrés bénéficient plus largement aux femmes, aux filles et aux communautés encore éloignées des services essentiels.

Mohamed N'Diaye



Mopti : Améliorer le fonctionnement de l'AMO



Le cadre de concertation et de suivi des activités du régime de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) a tenu sa session ordinaire, vendredi 23 octobre 2026, au gouvernorat de Mopti. Au centre des travaux : l'examen des difficultés de mise en œuvre et la recherche d'améliorations au bénéfice des assurés.

Présidée par Mamadou Seydou Diarra, directeur de cabinet du gouverneur de la région, cette rencontre a réuni les représentants des services techniques du ministère de la Santé et du Développement social, du Syndicat national des pharmaciens du Mali, de la société civile et des centrales syndicales. Cette diversité de participants devait permettre de confronter les expériences des acteurs engagés dans le fonctionnement du dispositif.

L'objectif était de faire le point sur l'application de l'AMO dans la région de Mopti. Les échanges portaient notamment sur les dysfonctionnements constatés et les difficultés rencontrées par les intervenants. Leur identification constitue une étape nécessaire pour mieux comprendre les obstacles et dégager des pistes de réponse adaptées aux réalités locales.

Au-delà de l'évaluation, la session entendait renforcer le dialogue entre les parties prenantes. Le fonctionnement d'un mécanisme de couverture maladie repose sur l'articulation des responsabilités des structures concernées. Une coordination plus efficace doit ainsi contribuer à améliorer la qualité des services et à faciliter le parcours des bénéficiaires.

La concertation offre, dans cette perspective, un espace pour rapprocher les points de vue des professionnels, des représentants des assurés et des services publics. Elle permet également de porter les préoccupations des usagers à l'attention des acteurs chargés de la mise en œuvre. L'enjeu consiste à traduire les difficultés exprimées en axes de travail concrets.



Une attention particulière a été accordée à l'information et à la sensibilisation des populations. Les conditions et les modalités de prise en charge définies par la Caisse nationale d'assurance maladie (CANAM) doivent être mieux connues des bénéficiaires. Cette compréhension est essentielle pour faciliter l'accès aux prestations et prévenir les incompréhensions avec les structures impliquées.

L'information des assurés apparaît ainsi comme un complément indispensable aux efforts d'organisation. Des procédures clairement expliquées permettent à chacun de mieux comprendre les démarches à suivre et les conditions applicables à sa prise en charge. Elles favorisent aussi des échanges plus sereins entre les usagers et les professionnels concernés.

Toutefois, les éléments communiqués sur la rencontre ne précisent ni la nature détaillée des dysfonctionnements examinés ni les mesures éventuellement retenues. L'appréciation des résultats de cette session dépendra donc des suites données aux échanges et des améliorations observées dans le fonctionnement quotidien du régime.

À Mopti, cette réunion rappelle que la protection sociale exige un suivi régulier et une écoute des bénéficiaires comme des professionnels. Le cadre de concertation constitue un outil pour entretenir ce dialogue. Sa portée se mesurera à sa capacité à soutenir une mise en œuvre plus fluide de l'AMO et une meilleure qualité de service. Pour les populations concernées, l'attente demeure celle d'un dispositif compréhensible, accessible et capable de répondre aux difficultés signalées dans les démarches de prise en charge, grâce à une mobilisation coordonnée de l'ensemble des parties prenantes.

Yacouba Ongoiba

Gouvernance au Mali : Yeah Samaké appelle à la responsabilité



Dans une tribune intitulée « On ne s'improvise pas président de la République », l'ambassadeur Yeah Samaké plaide pour un exercice du pouvoir fondé sur la préparation, l'écoute et la responsabilité. Il invite les dirigeants actuels et les responsables qui aspirent à gouverner le Mali à soumettre leurs choix et leurs bilans au débat public.

Diriger un pays ne s'improvise pas. C'est le message que porte l'ambassadeur Yeah Samaké dans une tribune consacrée aux exigences de la fonction présidentielle et à l'avenir politique du Mali. Pour lui, chaque décision prise au sommet de l'État engage des vies, des ressources publiques et le devenir de plusieurs générations.

L'ancien ambassadeur estime que l'accès au pouvoir ne suffit pas à garantir la capacité de gouverner. La conduite des affaires publiques exige, selon lui, une connaissance approfondie du pays, de ses fractures sociales et de ses réalités économiques, ainsi qu'une compréhension des rapports de force internationaux.

Il souligne aussi la nécessité de savoir réunir les compétences indispensables à la prise de décision. « La véritable préparation se reconnaît à la qualité du jugement, aux résultats du travail accompli et à la capacité de tirer les leçons de ses erreurs », écrit-il.

Dans sa réflexion, Yeah Samaké considère que la jeunesse peut apporter de l'énergie et des idées, tandis que l'expérience favorise le recul et le discernement. Il précise toutefois qu'aucun âge, aucun grade et aucune ancienneté politique ne constituent, à eux seuls, une garantie d'aptitude à diriger une nation.

L'expérience militaire, qu'il juge respectable, doit ainsi s'inscrire dans une compréhension plus large de l'État et de la société.



Gouverner, fait-il valoir, suppose de négocier, d'arbitrer entre des besoins parfois contradictoires, de protéger les libertés et de rechercher l'adhésion de citoyens aux opinions diverses.

Pour l'ambassadeur, l'humilité d'un dirigeant se mesure notamment à sa capacité à écouter les critiques, à solliciter des évaluations et à corriger ses décisions lorsque leurs conséquences l'exigent. Il appelle les responsables publics à s'entourer de personnes capables de leur dire la vérité, y compris lorsque celle-ci dérange.

Yeah Samaké met en garde contre les conséquences de l'impréparation. Une décision économique mal conçue, observe-t-il, peut fragiliser de nombreuses familles, tandis qu'une orientation diplomatique insuffisamment évaluée peut réduire les possibilités de coopération. Il estime également qu'une réponse exclusivement militaire à une crise comportant une dimension politique risque de compromettre les perspectives d'une paix durable.

L'auteur de la tribune insiste, dans ce contexte, sur le rôle des institutions et sur la nécessité de préserver des espaces permettant de discuter les choix publics, d'en contrôler l'exécution et d'en évaluer les résultats.

Il considère que la dissolution des partis politiques, décidée le 13 mai 2025, a restreint cet espace de participation et de contradiction. Une situation qui, selon lui, invite à s'interroger sur la place accordée aux citoyens dans la définition de leur avenir.

Pour Yeah Samaké, une transition doit préparer un retour effectif à un pouvoir choisi par le peuple, à travers des objectifs précis, un calendrier électoral crédible et une obligation de rendre compte. Cette exigence s'adresse également à ceux qui ambitionnent de gouverner demain : ils doivent présenter une vision, une équipe, des priorités et des moyens réalistes, tout en acceptant l'examen de leurs propositions et de leur bilan.

Au terme de son plaidoyer, l'ambassadeur rappelle que la présidence engage une responsabilité envers l'ensemble de la nation, y compris ses contradicteurs. Sa conviction tient en une formule : « Diriger, c'est servir. »

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Culture : Les Danbe Kolosibaw annoncent une veille



Le Comité technique de veille du corps des Danbe Kolosibaw annonce la mise en place d'un dispositif de suivi des productions et prestations artistiques au Mali. Dans un communiqué, il dit vouloir prévenir les contenus qu'il juge contraires aux valeurs sociétales, tout en réaffirmant son attachement à la liberté de création.

Musique, théâtre, humour et contenus diffusés sur les réseaux sociaux : plusieurs formes d'expression artistique sont concernées par la démarche annoncée par le Comité technique de veille du corps des Danbe Kolosibaw, mis en place par le ministère en charge de la Culture.

Dans son communiqué n° 002-2026, le Comité dit constater avec préoccupation une multiplication de productions et de prestations véhiculant des messages qu'il considère contraires aux valeurs du Maaya et du Danbe. Il rappelle que la liberté de création et d'expression, qu'il reconnaît comme un droit fondamental, s'exerce dans le respect des lois, de l'ordre public et de la dignité humaine.

Pour appuyer sa position, le Comité se réfère aux articles 20 et 23 du décret du 15 février 2016 portant statut de l'artiste. Ces dispositions, selon le communiqué, soulignent notamment la responsabilité des artistes dans la préservation de la paix, de l'unité nationale et de la cohésion sociale, ainsi que dans l'éducation à la citoyenneté.

Le dispositif annoncé doit permettre de signaler aux autorités compétentes les faits susceptibles de contrevenir aux textes en vigueur. Ceux-ci pourront être portés à leur connaissance selon leur nature et leur gravité, précise le Comité.

Le communiqué s'adresse également aux promoteurs culturels, mécènes, sponsors, annonceurs et partenaires du secteur. Il indique qu'un artiste ou un promoteur dont les agissements seraient reconnus contraires aux dispositions légales et réglementaires pourrait se voir refuser certains soutiens institutionnels de l'État, conformément aux procédures et critères applicables.

Le Comité assure que sa démarche ne vise pas à restreindre la liberté artistique, mais à promouvoir une expression responsable, respectueuse de la dignité humaine et attentive à la cohésion sociale.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Encadrer le pouvoir par la technologie : La pratique numérique de l'autorénovation du Parti communiste chinois



Le 26 octobre 2026 s'est ouverte à Beijing la cinquième session plénière du XXe Comité central du Parti communiste chinois (PCC), consacrée à la question majeure de la poursuite sans relâche de l'application intégrale d'une gouvernance rigoureuse du Parti. Si la quatrième session plénière, réunie en 2025, avait examiné et adopté les recommandations relatives au 15e plan quinquennal — délimitant ainsi, pour les cinq années à venir, le « quoi faire » et le « comment faire » de la stratégie nationale —, ce cinquième plénum se concentre, lui, sur la question du garant politique : avec quel parti, quel style de travail, quelle capacité d'exécution des institutions assurer la réalisation des objectifs stratégiques ?

Avec plus de 99 millions de membres et un système de finances publiques d'une ampleur colossale, la Chine se trouve devant une équation centrale : comment contraindre efficacement le pouvoir et prévenir la corruption ? La réponse la plus récente du PCC tient en une formule : refaçonner le système de supervision du pouvoir par les technologies numériques. Dès janvier 2023, la deuxième session plénière de la Commission centrale de contrôle de la discipline (CCCD) issue du XXe Congrès national du Parti avait proposé pour la première fois de « bâtir un système numérique de contrôle de la discipline et de supervision couvrant l'ensemble des processus et l'ensemble des éléments », avant l'élaboration d'un plan d'édification portant sur la période 2023-2027. L'idée maîtresse, pour le dire simplement est de briser les « îlots de



données » qui cloisonnent administrations, entreprises publiques et institutions financières ; d'agréger les données des domaines clés, à savoir les finances publiques, la fiscalité, les transactions de ressources publiques, l'organisation et le personnel ; de repérer automatiquement les anomalies grâce à des algorithmes intelligents ; et d'intégrer la supervision à chaque maillon de l'exercice du pouvoir. Réunie début 2026, la cinquième session plénière de la CCCD a demandé explicitement de « miser sur l'appui de la science et de la technologie et d'accélérer l'édification du système numérique de contrôle de la discipline et de supervision », en incorporant mégadonnées et intelligence artificielle dans tout le processus d'exercice du pouvoir, afin de faire évoluer la supervision de la « sanction a posteriori » vers l'« alerte précoce en amont », de la « recherche des problèmes par l'homme » vers la « détection des problèmes par les données ».

Pour saisir cette mutation, rien ne vaut un cas concret. Le groupe Shandong Heavy Industry — géant chinois de la fabrication d'équipements regroupant des marques renommées telles que Weichai Power et Sinotruk — a lancé fin 2025 une « plateforme de supervision intelligente ». Celle-ci a décloisonné les données de plusieurs systèmes métier — gestion des fournisseurs, planification des ressources de l'entreprise (ERP), ressources humaines — et développé

224 modèles de supervision ciblant les appels d'offres et les achats, le contrôle de la qualité, le marketing et les services, ainsi que les activités à l'étranger. Depuis sa mise en service, la plateforme a permis de détecter 76 problèmes, dont 15 convertis en indices de problèmes exploitables, aboutissant à l'ouverture de 5 dossiers, à des mesures disciplinaires visant 36 personnes et à l'engagement de poursuites à l'encontre de 73 entités partenaires ayant enfreint les règles.

Le PCC a pleinement conscience que la technique ne saurait remplacer les institutions. Les algorithmes ne peuvent que repérer des anomalies de données, sans pouvoir appréhender exhaustivement la complexité des situations réelles ; d'où la nécessité d'un mécanisme synergique combinant « alerte algorithmique, réexamen humain et vérification sur le terrain ». La technologie doit s'exercer dans le cadre disciplinaire et légal : l'« appui de la science et de la technologie » ne saurait servir de prétexte à un élargissement arbitraire du champ de la surveillance. À l'avenir, ce système devra continuer à se perfectionner dans son développement même. D'un côté, la centralisation des données, l'alerte par modèles et la traçabilité des procédures ne constituent que le socle ; l'essentiel est de boucler le circuit « découverte des problèmes — vérification et traitement — correction et retour d'expérience — perfectionnement institutionnel », pour que les risques détectés par la technique se traduisent réellement en progrès de la gouvernance. De l'autre, à mesure que se renouvellent la corruption de nouveaux types et la corruption cachée, les modèles de supervision doivent être actualisés sans relâche, faute de quoi ils s'enliseraient dans l'expérience d'hier. Il faudra en outre parfaire les mécanismes de sécurité des données, de conformité algorithmique, de gestion des habilitations et de réexamen humain, et définir sans ambiguïté quelles données peuvent être collectées, comment les utiliser, qui en répond — afin d'éviter toute dépendance excessive ou tout usage abusif de la technique. Autrement dit, le système numérique de contrôle de la discipline et de supervision ne doit pas seulement résoudre la question du « savoir détecter » ; il doit aussi répondre à celle du « comment traiter, comment rendre des comptes, comment colmater les brèches institutionnelles une fois le problème détecté ».

Cette entreprise d'autorénovation doit être appréciée dans un cadre plus vaste : les mutations inédites depuis un siècle s'accélèrent, la compétition entre grandes puissances devient plus complexe et plus âpre, l'unilatéralisme et le protectionnisme gagnent du terrain, et les facteurs incertains et imprévisibles se multiplient de façon manifeste. La Chine se trouve à la période cruciale de la réalisation de la modernisation socialiste dans l'essentiel, et sa réforme, son développement, sa stabilité se heurtent à des contradictions profondes qu'on ne saurait ni esquiver ni contourner. Dans une telle conjoncture, comment un parti au pouvoir comptant plus de 99 millions de membres et dirigeant un grand pays de plus de 1,4 milliard d'habitants peut-il préserver son avant-gardisme et sa pureté ? Comment garantir que le pouvoir ne soit pas détourné ? Ce ne sont pas là de simples questions de construction du Parti : elles constituent un problème central qui engage la capacité de gouvernance de l'État et la qualité du développement. En plaçant l'application intégrale d'une gouvernance rigoureuse du Parti au cœur des travaux d'une session plénière du Comité central, le cinquième plénum apporte une réponse systémique à cette logique. De l'ouverture lancée par le XVIIIe Congrès national autour de la construction du style de travail, à l'approfondissement de la gouvernance rigoureuse et intégrale du Parti après le XIXe Congrès, jusqu'à la proposition, formulée par le XXe Congrès, de « perfectionner le système d'application intégrale d'une gouvernance rigoureuse du Parti », et aux déploiements stratégiques du présent plénum — ce fil conducteur atteste que l'exploration du PCC en matière de supervision du pouvoir n'a jamais marqué de pause ; l'appui des technologies en est la plus récente note pratique.

Par Liu Yuting, journaliste de CGTN Français

Russie-Afrique : Morissanda Kouyaté accueilli à Moscou



Le ministre guinéen des Affaires étrangères, Dr Morissanda Kouyaté, est arrivé lundi 26 octobre 2026 à Moscou pour prendre part au 3e sommet Russie-Afrique. À sa descente d'avion, il a été accueilli par des représentants russes et guinéens, ainsi que par une forte délégation de ses compatriotes établis dans la capitale russe.

Le chef de la diplomatie guinéenne a été reçu à l'aéroport par des agents du protocole russe, le nouvel ambassadeur de Guinée en Russie et des membres de la communauté guinéenne. Cette mobilisation a marqué le début de son séjour dans la capitale russe, où il doit participer aux travaux du sommet Russie-Afrique.

À cette occasion, Dr Morissanda Kouyaté a transmis aux compatriotes venus l'accueillir les salutations et les remerciements du président de la République de Guinée, le général Mamadi Doumbouya. Le ministre, également chargé de l'Intégration africaine et des Guinéens établis à l'étranger, a ainsi profité de son arrivée pour porter un message du chef de l'État à la diaspora.

La présence de nombreux Guinéens à l'aéroport a donné à cet accueil une dimension communautaire, en marge d'un déplacement consacré aux échanges entre la Russie et les pays africains.

La participation de la Guinée à ce sommet s'inscrit dans le cadre de ses relations diplomatiques avec la Russie. La rencontre doit offrir aux représentants africains et russes un cadre de dialogue sur leur coopération.

Pour les Guinéens établis en Russie, la venue du ministre constitue également une occasion de maintenir le lien avec leur pays d'origine. Leur mobilisation à Moscou témoigne de l'attention portée par cette communauté aux visites officielles de responsables guinéens.

Le communiqué relatif à l'arrivée de Dr Morissanda Kouyaté ne donne toutefois pas de précisions sur les autres activités prévues au cours de son séjour ni sur les sujets qu'il entend aborder lors du sommet.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Mondial U15 : Les Aiglonnets en plein élan



La sélection malienne des moins de 15 ans a réussi son entrée à la Coupe du monde et Festival U15 de la FIFA, à Bakou. Après trois rencontres disputées les 24 et 25 octobre 2026, les Aiglonnets comptaient autant de victoires, avec treize buts inscrits et trois encaissés.

Les jeunes footballeurs maliens ont lancé leur compétition de la meilleure des manières. Opposés au Botswana le samedi 24 octobre, ils se sont imposés sur le score de 7 buts à 1, affichant d'emblée leur efficacité offensive.

Le lendemain, les Aiglonnets ont confirmé leur bonne forme en remportant deux nouvelles rencontres. Face à la Biélorussie, ils ont décroché un succès plus disputé, 2 buts à 1. Ils ont ensuite pris le dessus sur la Mongolie, battue 4 buts à 1.

Ce parcours place la sélection malienne sur une dynamique prometteuse après ses trois premières sorties. Avec treize réalisations contre trois buts concédés, les protégés de l'encadrement technique ont montré leur capacité à trouver le chemin des filets tout en répondant présents face à des adversaires différents.

Ces performances mettent en lumière le potentiel d'une nouvelle génération de joueurs maliens engagés dans une compétition internationale. Elles récompensent aussi le travail de préparation effectué par les jeunes et leur encadrement avant le rendez-vous de Bakou.

La quatrième rencontre du Mali était prévue face au Pérou, le lundi 26 octobre à 4 heures GMT. Son résultat n'est pas précisé dans les informations disponibles.

Pour les Aiglonnets, ce début de parcours constitue une source de confiance pour la suite du tournoi. Il leur offre également une occasion de poursuivre leur apprentissage au contact de sélections venues d'autres horizons, tout en défendant les couleurs nationales sur la scène internationale.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com